

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

La liberté et l'indépendance ne sont pas des calicots

Entre la loi du Talion (œil pour œil, dent pour dent) et l'adage selon lequel «qui trop embrasse mal étreint», les médias ont commenté les positions ou propos de deux candidats à la présidentielle qu'ils tendent à présenter comme les finalistes du deuxième tour.

D'un côté on assiste à ce que l'on pourrait appeler de l'anathème, qui sert trop souvent à masquer les débats de fond ou à se démarquer de pratiques antérieures de «coproduction», comme ce fut par exemple le cas en matière de représentativité, voire de retraite.

Comme nous l'avons déjà expliqué, vouloir par ailleurs, en cas de désaccord avec les syndicats ou le contenu d'un accord, passer par le référendum serait un acte d'autoritarisme social.

Force est également de constater que certaines organisations (la CGT pour ne pas la citer) ont pris la décision, au niveau confédéral, de donner des consignes de vote.

D'un autre côté, on laisse entendre que rien ne se fera sans les syndicats.

Autant il est indispensable de nous laisser négocier librement et de nous consulter sur toute initiative législative ou réglementaire sur le terrain social et économique, autant nous n'entendons pas devenir législateur ou colégislateur. La démocratie républicaine et notre attachement au principe de faveur imposent la distinction des rôles et fonctions entre syndicat et parti politique, les uns en charge des intérêts particuliers des travailleurs, les autres de l'intérêt général.

Nous ne répéterons jamais assez qu'il ne saurait y avoir un mur de Berlin entre la loi et le contrat et que l'indépendance et la liberté de comportement du syndicat interdisent, dans notre conception, la confusion des genres qui mène au corporatisme politique.

Cela étant, nous faisons la part des choses entre ce qu'il convient d'appeler les propos de campagne et la réalité du pouvoir.

Cette sagesse nous vient de notre exigence en matière de liberté et d'indépendance, qui vaut notamment pour l'absence de consigne de vote directe ou indirecte à l'occasion des élections politiques. Les citoyennes et citoyens sont majeurs dans l'isolement, ils n'ont pas besoin de tuteur ou de directeur de conscience.

Et quel que soit demain le pouvoir politique en place, les travailleurs doivent pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, pratiquant ce qu'on appelle le réformisme militant.

Y compris pour s'opposer à toute austérité, déjà édictée sur le plan européen, qu'elle soit de droite ou de gauche ou à accompagnement syndical.

La liberté et l'indépendance ne sont pas des calicots que l'on montre à la télévision, ce sont des principes de fonctionnement, de conception et de comportement.

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 11 avril 2012



<http://fovinatier.free.fr/>